

INITIATIVE DU GROUPE DES 19

Malaise au sommet de l'État

Près d'une semaine a passé depuis la publication d'une lettre signée par 19 personnalités demandant audience au président de la République sans qu'aucune réponse officielle ait été rendue publique. Le premier responsable du pays se mure dans un silence total alors que se multiplient des réactions, le plus souvent virulentes, émanant de ces parties qui semblent désormais détentrices de la communication officielle. L'initiative semble avoir porté un coup sérieux à un pouvoir déjà aux abois.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - L'absence de réaction de la présidence de la République et les sorties médiatiques tonitruantes voire très graves parfois laissent en tous les cas percevoir un malaise déjà très perceptible depuis des mois.

La position, si l'on peut la qualifier ainsi, renvoie aussi et surtout une image terne de l'Algérie décrite en des termes différents par les personnalités signataires de cette missive car elle reflète ce «délabrement» dont ont fait tour à tour état le professeur Aberkane, Khalida Toumi, Louisa Hanoune, Zohra Drif, et bien d'autres personnalités à la Une de l'actualité depuis une semaine.

Le professeur Aberkane avait résumé l'idée en déclarant que le fait d'être reçus et écoutés traduirait une noblesse de l'acte tandis que Khalida Toumi insiste à chaque sortie médiatique sur la légalité d'une démarche enclenchée par des Algériens inquiets pour l'avenir du pays. Sur les 19 personnalités signataires de la lettre, toutes celles qui se sont exprimées laissent entendre que les réactions et absence de réaction enregistrées confirment son contenu et les inquiétudes qui ont conduit à cette demande d'audience. L'avis est partagé plus largement, puisque, nous le savons, le groupe de personnes ayant introduit une demande d'audience au Président Bouteflika le nombre de

personnes impliquées dépasse largement la quarantaine.

Inévitablement, la situation a donné lieu à une série d'interrogations débattues au quotidien. L'une d'elles concerne le «sort» réservé à cette démarche sachant qu'une autre initiative similaire a eu lieu quelques mois auparavant sans qu'elle provoque le déchaînement auquel nous assistons. Il y a environ six mois, le responsable du MSP, M. Mokri, avait en effet introduit lui aussi une demande d'audience au président de la République pour transmettre ses inquiétudes au sujet de la crise qui secoue l'Algérie. Cette demande, qui, faut-il le rappeler, coïncidait avec les événements de Ghardaïa, n'a pas du tout suscité tout le tapage qui a suivi l'initiative des 19. La demande de M. Mokri a été dûment prise en compte par la présidence qui a cependant délégué le chef de cabinet du premier responsable du pays, M. Ouyahia, pour l'écouter. A l'inverse, on remarque que l'initiative actuelle a dérangé à un point tel qu'elle a fini par supplanter tous les autres débats de la vie publique. Depuis une semaine, elle rythme carrément la vie politique et accapare l'attention du cercle détenteur de la communication officielle.

Ouyahia, Saâdani, Sellal, et même le patron du FCE ne ratent aucune occasion pour fustiger les 19 en des termes souvent éloignés



Photo : Samir Sid

Bouteflika va-t-il répondre ?

du véritable débat de fond, de la problématique réelle que pose le contenu de la lettre et de la démarche en elle-même.

L'opinion a été notamment marquée par les attaques jugées mysogines lancées contre la responsable du Parti des travailleurs, M^{me} Louisa Hanoune et M^{me} Khalida Toumi lesquelles ont pour-

tant axé leurs premières interventions sur le caractère respectueux de leur initiative.

M. Saâdani a été plus loin, puisqu'il n'a pas hésité à laisser planer l'ombre du «complot» ou de la «manipulation» si l'on veut, puisqu'à plusieurs reprises, ce dernier a accusé Louisa Hanoune d'être désespérée car elle ne

Trois signataires se rétractent

Trois signataires de la lettre adressée au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, ont annoncé mercredi à Alger «ne plus appartenir à cette démarche», initiée par 19 personnalités.

Il s'agit en l'occurrence de Zehira Yah, Samia Zennadi et Rachid Hadj-Naceur qui ont annoncé leur retrait de cette démarche dans une lettre dont une copie est parvenue à l'APS, reconnaissant avoir «fait montre de naïveté politique et de précipitation».

«Les événements ont vite pris une tournure (joutes verbales, invectives, déclarations intempestives de toutes parts, arguments et

revendications partisans) qui ne nous ressemble pas et à laquelle nous ne voulons pas être associés. C'est pourquoi nous ne pouvons plus appartenir à cette démarche», ont souligné les trois signataires dans ce document.

«Ne pouvant pas demeurer insensibles à une démarche citoyenne à laquelle s'associent des personnalités historiques aussi illustres que Zohra Drif, Mustapha Fettal et Abdelkader Guerroudj, nous avons pris de notre propre chef la décision d'apposer nos signatures au bas de la lettre adressée à Monsieur le Président de la République», lit-on dans le

texte. «Il n'y a eu ni manipulation, ni contrainte, mais nous avons fait montre de naïveté politique et de précipitation», ont-ils ajouté.

«Nous ne sommes pas des "personnalités", c'est la presse qui nous a attribué ce qualificatif», ont-ils précisé. Dix-neuf personnalités nationales avaient adressé une lettre au Président Bouteflika, le priant de les recevoir en audience afin de lui faire part de leurs préoccupations quant à la situation prévalant en Algérie, ont indiqué vendredi dernier à Alger des signataires de cette lettre dans une conférence de presse.

APS

BOUGUERRA SOLTANI ET LA DEMANDE

D'AUDIENCE AU PRÉSIDENT :

«Les 19 ont fait preuve de précipitation»

L'ex-président du MSP, Bouguerra Soltani, soutient avoir été sollicité par les promoteurs de la demande d'une audience au président de la République et d'avoir décliné la sollicitation pour divergence sur la lecture faite de la situation du pays avec, notamment, des préjugés.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - «J'ai été sollicité par le PT une semaine avant le 1^{er} novembre dernier et j'ai demandé à ce que nous discussions d'abord du contenu de la lettre avant de songer qui nous rejoindra. Une fois ayant pris acte de la quintessence de la démarche, j'ai dû signifier mon refus de m'y joindre car je pense qu'il y a plus de préjugés dans la démarche», expliquait avant-hier l'ex-patron du MSP sur le plateau d'une chaîne satellitaire. «On ne peut, raisonnablement, solliciter une audience d'un président que l'on tient responsable d'une situation que l'on a unilatéralement décrite», avouant ne pas

comprendre la «précipitation» dont ont fait preuve les promoteurs de la démarche à l'effet de la faire coïncider coûte que coûte avec le 1^{er} novembre, «une date que tous les Algériens partagent». Ceci, même si, tient-il à préciser, il n'y a pas deux Algériens qui ne s'entendent pas sur le diagnostic de la situation du pays qui prête, selon lui, vraiment à «l'inquiétude». Par ailleurs, l'ex-président du MSP a joint sa voix à celle du secrétaire général du FLN Amar Saâdani dans l'option de réhabilitation de l'ex-ministre de l'Energie et des Mines.

«Je pense que tout a commencé pour Chakib Khelil quand le président de la République avait songé à le nommer chef de gouvernement à la place d'Ahmed Ouyahia», a soutenu Soltani sans aller jusqu'à donner les noms de ceux qui seraient derrière la cabale contre Khelil. Un propos qui vient en renfort de la sortie toute récente du secrétaire général du FLN pour qui ce sont les officiels du Département du renseignement et de la sécurité (DRS) qui ont monté de toutes pièces un dossier contre l'ex-ministre de l'Energie et des Mines pour attenter au prési-

dent de la République, Khelil étant catalogué dans le cercle restreint du chef de l'Etat. Un «complot» dont lui-même aurait été «victime pour le liquider politiquement», soutient-il.

Pour sa part, le président du Front de l'Algérie nouvelle (FAN) qualifie la démarche des 19 personnalités ayant sollicité une audience au chef de l'Etat de «non-événement».

Pour Djamel Benabdeslam qui s'exprimait, hier mercredi, en marge d'une conférence tenue au siège national de son parti autour de la situation au Yémen, la présence de la patronne du PT et l'ex-ministre de la Culture, Khalida Toumi «intrigue beaucoup». «Comment se fait-il, s'est-il interrogé ironiquement, que Louisa Hanoune qui était jusqu'à il n'y pas trois mois de cela, la porte-parole de Abdelaziz Bouteflika, voire son avocate ou encore Khalida Toumi qui, le long de ses 14 ans de ministre, s'est souvent entretenue avec le Président, s'en prennent à ce dernier et lui demandent audience ?». Et de conclure, dépité par ce retournement : «C'est à ne rien comprendre.»

M. K.

**PRÉSENCE DE CHAKIB KHELIL
À LA CÉRÉMONIE ORGANISÉE
À L'AMBASSADE D'ALGÉRIE
À WASHINGTON**

**Tayeb Louh interpellé
à l'APN**

Après le député du Front pour la justice et le développement (FJD) de Abdallah Djaballah, c'est au tour de la députée du Parti des travailleurs (PT) d'interpeller le ministre de la Justice et garde des Sceaux, M. Tayeb Louh, en lui adressant une question orale sur la présence de Chakib Khelil et de sa femme à la soirée organisée, le 5 novembre, par l'ambassade d'Algérie aux Etats-Unis pour la célébration du 61^e anniversaire du 1^{er} Novembre. La députée du PT, à savoir M^{me} Nadia Chouiter, a soulevé dans sa lettre de multiples questions à savoir «la situation de l'ex-ministre de l'Energie, M. Chakib Khelil vis-à-vis de la justice algérienne et en qualité de qui (Chakib Khelil), il assiste à une cérémonie officielle». La troisième et dernière question soulevée par M^{me} Nadia Chouiter et portée à l'attention du ministre de la Justice est celle concernant «l'existence ou non d'un mandat d'arrêt contre le concerné pour le déférer devant la justice». Pour rappel, il y a quelques jours, un député du Front pour la justice et le développement (FJD) de Abdallah Djaballah avait adressé une question orale au ministre des Affaires étrangères. «Comment une personne poursuivie dans des affaires de corruption et qui a fait objet d'un mandat d'arrêt international peut-elle recevoir une invitation pour participer à une manifestation officielle organisée par l'ambassade algérienne aux Etats-Unis ?», s'est demandé Lakhdar Benkhelef qui ajoute : «Quelles sont les dispositions que vous comptez prendre après cette grave erreur diplomatique ?» L'ancien ministre de l'Energie et des Mines, sa femme, ses enfants et d'autres personnes ont fait l'objet d'un mandat d'arrêt international en août 2013 dans le cadre de l'affaire Sonatrach II qui est toujours en instruction. En septembre dernier, le procureur général d'Alger, qui avait annoncé le lancement de ces mandats d'arrêt, a été limogé dans le cadre d'un mouvement restreint dans le corps des présidents de Cour de justice, des procureurs généraux.

A. Bettache